



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 244  
(Privé)

## **Loi concernant le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc.**

---

### **Présentation**

Présenté par  
M. Robert LeSage  
Député de Hull

---

Éditeur officiel du Québec  
1992



## Projet de loi 244

(Privé)

### **Loi concernant le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc.**

ATTENDU que le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche est une corporation à but non lucratif qui a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes (S.R.C., 1970, chapitre C-32), le 18 juin 1986;

Que le Conseil s'est donné comme objectif de promouvoir le développement et l'exploitation d'un produit touristique bénéfique à la collectivité du corridor Hull-La Pêche;

Que pour ce faire, le Conseil avec l'aide du secteur privé a instauré la mise en marche d'un train touristique dans le corridor Hull-La Pêche;

Qu'à cette fin, le Conseil, formé des municipalités de Hull, Chelsea et La Pêche, a, le 13 août 1991, obtenu une subvention de l'Office de planification et de développement du Québec permettant de mettre en place les infrastructures ferroviaires et bâtiments publics accessoires;

Que le Conseil s'est associé à la compagnie 275-4541 Canada Inc. laquelle fait affaires sous les nom et raison sociale de La Cie Ferroviaire à vapeur Choo-Choo;

Que ce chemin de fer est en opération depuis le 27 juin 1992;

Que dans le but d'obtenir la propriété ou la jouissance des immeubles requis pour exploiter un chemin de fer, le Conseil est intervenu à plusieurs actes dont des baux emphytéotiques de 25 ans avec la ville de Hull et la municipalité de La Pêche et un bail

renouvelable pour des périodes de cinq ans jusqu'en l'an 2017 avec la municipalité de Chelsea;

Que de plus la ville de Hull met certains immeubles acquis de Canadien Pacifique Limitée à la disposition du Conseil;

Que le train touristique Hull-Wakefield est un projet moteur dans la stratégie de développement touristique de la région de l'Outaouais en raison, entre autres, de sa localisation à proximité de la capitale nationale;

Qu'en vue de l'instauration de ce service le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. et 275-4541 Canada Inc. ont souscrit différents engagements financiers chiffrant à plus de cinq millions de dollars;

Que les dispositions de la Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14) ne prévoient pas le cas où des acheteurs n'ayant pas de pouvoirs corporatifs deviennent propriétaires d'un chemin de fer;

Qu'afin d'assurer pour le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. et 275-4541 Canada Inc. le respect de leurs engagements essentiels à la survie du train touristique, il est urgent d'accorder à ces deux corporations le statut de compagnie de chemin de fer à vocation touristique;

#### LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Le ministre accorde à la société Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc., et à la société 275-4541 Canada Inc., de même qu'à toute autre société exploitant en co-entreprise avec celles-ci ou l'une d'entre elles un chemin de fer à vocation touristique sur la ligne Hull-Wakefield, le statut de compagnie de chemin de fer à vocation touristique. Toutes ces sociétés, à l'exception de la première ci-dessus mentionnée, sont ci-après appelées indifféremment « l'exploitant ».

Pour les fins de la présente Loi, le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. devient la Compagnie de chemin de fer touristique de l'Outaouais et l'exploitant, soit 275-4541 Canada Inc., devient la compagnie de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield.

**2.** La compagnie de chemin de fer touristique de l'Outaouais et la Compagnie de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield sont

autorisées à maintenir et exploiter un chemin de fer à vocation touristique sur la ligne Hull-Chelsea-Wakefield et sur tout autre parcours étant une extension de la ligne Hull-Wakefield.

**3.** La Loi sur les chemins de fer (L.R.Q. chapitre C-14) s'applique à la Compagnie de chemin de fer touristique de l'Outaouais et à la Compagnie de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield à l'exception des articles 6(10°), 7, 17 à 59, 123 à 137, 143 à 159 et 163 à 175.

**4.** Nul officier ou employé de l'exploitant ni aucune personne concernée ou intéressée dans les contrats de l'exploitant ne peut être nommé administrateur ni remplir les fonctions d'administrateur, et nul administrateur ne peut contracter ni être directement ou indirectement, pour son propre usage et bénéfice, intéressé dans un contrat fait avec l'exploitant et se rattachant à l'acquisition des terrains nécessaires au chemin de fer, et ne peut être ni devenir l'associé d'une personne qui contracte avec l'exploitant tant que dure ce contrat.

**5.** La Compagnie de chemin de fer touristique de l'Outaouais et la Compagnie de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield sont soumises à la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé (1988, chapitre 57).

**6.** La Compagnie de chemin de fer Hull-Chelsea-Wakefield perd son statut de compagnie de chemin de fer si elle cesse son exploitation pour plus de douze mois consécutifs.

**7.** À l'expiration du terme prévu à l'article 6 ou avant si le maintien et l'opération du train le requièrent, la Compagnie de chemin de fer touristique de l'Outaouais peut voir au remplacement de l'exploitant et ce dernier est alors soumis aux dispositions de la présente loi.

**8.** Tous les actes juridiques antérieurs à la création des deux compagnies de chemin de fer sont validés dès l'obtention du statut de compagnies de chemin de fer par l'Assemblée nationale.

**9.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.